

INVITÉ·ES

L'imposture des «10 millions»

Votation ► Sous couvert de «durabilité», l'UDC réactive une stratégie de diversion éprouvée: détourner les colères sociales vers l'immigration. Dans cet entretien réalisé pour le journal syndical *Services publics*, l'historien Damir Skenderovic, spécialiste des droites radicales, déconstruit les rouages d'une initiative soumise au peuple le 14 juin prochain.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE MARTINS*

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Fribourg, Damir Skenderovic compte parmi les experts reconnus des mouvements populistes et de l'histoire des migrations en Suisse. Ses travaux, qui font autorité, explorent les racines de l'extrême droite et les transformations de la droite radicale. Il déconstruit ici les rouages de l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», soumise au peuple le 14 juin prochain, et analyse comment l'UDC recycle «l'écologie nationale» des années 1970 pour masquer son refus de protéger locataires et travailleuses face aux crises actuelles. **CO**

Lors de la Conférence des migrations de l'Union syndicale suisse de septembre 2025, vous aviez qualifié l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» d'initiative de diversion. C'est-à-dire?

Damir Skenderovic: Cette initiative instrumentalise les défis sociaux et économiques que la population ressent au quotidien, qu'il s'agisse du logement, de la saturation des transports publics ou de l'écologie. C'est ce que certains nomment depuis quelques années le «stress de densité». Dans son argumentaire, l'UDC dresse un inventaire de ces problèmes sociaux en désignant systématiquement l'immigration, et plus particulièrement à l'asile, comme l'unique coupable. La réponse proposée consiste alors à fermer les frontières, voire à expulser. Si l'on ne peut nier l'existence de ces défis, ils n'ont en réalité aucun lien de causalité avec l'immigration. C'est précisément là que réside la diversion.

Cette stratégie, qui s'inscrit dans une longue tradition politique, consiste à amalgamer tous les défis sociaux sous la seule thématique migratoire. On tente de faire croire que les problèmes disparaîtront par la simple réduction du nombre d'étrangers en Suisse. C'est une imposture qui occulte les causes structurelles des crises actuelles. Prenons l'exemple du logement: l'UDC soutient activement les intérêts des propriétaires qui s'opposent à la protection des locataires. En favorisant la spéculation immobilière, ces choix politiques portent une part de responsabilité dans l'explosion des loyers, mais cette réalité est totalement évacuée de l'initiative.

L'UDC présente son texte comme une initiative «pour la durabilité». Qu'en pensez-vous?

Il s'agit véritablement d'hypocrisie et c'est sans doute l'exemple le plus flagrant de la diversion que représente cette initiative: pour l'UDC, l'écologie n'est pas une réelle préoccupation sauf lorsqu'elle sert de levier stratégique pour défendre l'identité nationale. L'iconographie de l'initiative met ainsi en scène la beauté des paysages suisses prétendument menacés par l'immigration. En utilisant cette image, l'UDC s'inscrit dans le courant de l'«écologie nationale», tel qu'on le trouve dans l'espace germanophone: une approche qui se soucie davantage de la protection de l'identité nationale que d'écologie.

Cette conception n'est pas nouvelle. Dès les années 1970, l'Action nationale, à l'origine des premières initiatives xénophobes des «années Schwar-



L'UDC instrumentalise la question de l'asile pour fragiliser l'Etat social; défilé du 1^{er} Mai à Genève, 2026. KEYSTONE

zenbach», associait déjà la protection de la nature en Suisse à la lutte contre l'immigration. En 1972, ce parti était présidé par Valentin Oehen, un agronome lié aux milieux écologistes de droite européens, qui avait intégré la sauvegarde du paysage au sein de son programme politique et figurait parmi les précurseurs d'Ecopop, via la Communauté de travail pour les questions de population qui, dès sa fondation en 1971, théorisaient déjà le lien entre démographie et immigration.

Il est frappant de voir l'UDC reprendre deux piliers de la droite populiste des années 1970. Le premier consiste à fixer un plafond strict au nombre d'entrées en Suisse: l'initiative Schwarzenbach prévoyait de limiter la proportion de population étrangère à 10%, ce qui aurait entraîné l'expulsion de près de 300 000 personnes. Le second réside dans le lien qui est établi avec une certaine vision de l'écologie, alors assimilée à la seule protection du paysage. A l'époque, cette vision était si influente qu'en 1970, le président de la puissante Ligue suisse pour la protection de la nature (ancêtre de pro Natura) avait appelé à voter «oui» à l'initiative Schwarzenbach.

Quels autres liens de continuité ou de rupture peut-on établir entre les initiatives Schwarzenbach et les celles lancées par l'UDC?

Il faut d'abord rappeler que l'initiative Schwarzenbach de 1970 avait suscité de vives réactions dans la presse européenne. Le quotidien conservateur allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* y décelait des tendances fascistes basées sur l'idéologie du *Blut und Boden* («le sang et la terre»), s'étonnant de

l'absence de prise de conscience helvétique. Cela révèle un déni suisse face au fascisme: dans les années 1970, trois anciens membres des «Fronts» [mouvements de droite européens, qui avaient intégré la sauvegarde du paysage au sein de son programme politique et figurait parmi les précurseurs d'Ecopop, via la Communauté de travail pour les questions de population qui, dès sa fondation en 1971, théorisaient déjà le lien entre démographie et immigration.] siégeaient au Conseil national sans susciter de débat. Cette absence de confrontation avec le passé explique en partie la précocité – dès les années 1960 – de l'essor d'une droite populiste helvétique par rapport à ses voisins.

Plus récemment, les initiatives de l'UDC, notamment celle contre les minarets, ont également été très commentées à l'international. Il est toutefois intéressant de noter que si l'UDC passe aujourd'hui pour le «parti des initiatives», sa première initiative ne date que de 1992. Bien que le parti existe depuis plus d'un siècle (Parti des paysans, artisans et bourgeois jusqu'en 1971), c'est son virage populiste des années 1990 qui l'a poussé à généraliser l'usage de la démocratie directe comme instrument politique. En se focalisant d'abord sur les restrictions du droit d'asile, puis sur des thématiques identitaires fortes (minarets, burqa, naturalisations), l'UDC a réussi à dicter l'agenda politique en imposant ses thématiques à travers des campagnes ouvertement xénophobes.

Il faut par ailleurs rappeler le fait que, contrairement à l'Action nationale de Schwarzenbach, l'UDC siège au gouvernement. Elle y exerce une pression constante sur les autres partis qui peinent à offrir un contre-poids – l'absence de débat au sein du Parti socialiste sur la pertinence de poursuivre une collaboration gouvernementale avec un tel parti est, à cet égard, frappante.

Hormis ces différences, les continui-

tés sont manifestes, notamment avec l'idée de limiter la population étrangère. En 1970, malgré une forte croissance économique et le plein-emploi, l'initiative Schwarzenbach traduisait un sentiment diffus d'insécurité face aux mutations rapides du quotidien (développement des infrastructures, urbanisation du paysage...). Face à cette désorientation, elle offrait une explication simple de la crise perçue en désignant l'immigration comme étant à l'origine de ces bouleversements rapides qui modifiaient la vie des gens. Aujourd'hui, l'UDC exploite ce même mécanisme de «crise de perception».

Un autre élément commun est la stratégie médiatique. L'Action nationale s'était distinguée par un usage précoce des médias pour saturer le débat. L'UDC a suivi cette voie en étant le premier parti suisse à se doter d'un site internet et elle continue de recourir fortement aux nouveaux médias.

De l'asile à la casse sociale

Un autre point de continuité concerne la division du monde du travail. En 1970, 54% des membres des syndicats de l'USS avaient voté «oui» à l'initiative Schwarzenbach. Lorsqu'il a quitté le Conseil national en 1978, James Schwarzenbach s'est d'ailleurs félicité du succès obtenu en étant parvenu à diviser le monde des ouvrières en les interpellant en tant que «Suisseuses» et non en tant que «travailleuses». Aujourd'hui, bien que la classe ouvrière ait évolué, l'UDC, à l'instar des autres droites populistes européennes, utilise

la même recette en délaissant le terrain économique et social au profit d'enjeux culturels et identitaires présentés sous l'angle de la menace.

Il est essentiel de relever les contradictions de l'UDC: ses dirigeants millionnaires ne peuvent prétendre défendre les conditions de travail, les salaires ou le logement. Le défi pour la gauche est de réimposer ces thématiques sociales face à un discours qui tente de réduire chaque problème à la seule question migratoire.

La première mesure que propose l'initiative UDC est de restreindre encore le droit d'asile, dont le rôle est mineur dans l'accroissement de la population. Quel rôle joue l'asile dans la politique de l'UDC?

Avec l'opposition à l'Europe, la question de l'asile est un élément structurant de la nouvelle UDC qui se construit dans les années 1990. Ce thème lui permet de mener un double assaut: d'une part, une critique de l'Etat social et de l'aide aux plus défavorisés; d'autre part, une expression décomplexée du racisme. Les campagnes de l'UDC ont agi comme un catalyseur du racisme en Suisse. A travers ses initiatives et une iconographie agressive, le parti mobilise un racisme classique en montrant des profils présentés comme extérieurs à la Suisse ou à l'Europe. L'asile permet donc à l'UDC de fusionner une idéologie de discrimination raciale avec l'opposition à l'Etat social. Si ce discours est partagé par les droites populistes européennes, la Suisse se distingue par une exception de taille: l'UDC est au cœur de la politique gouvernementale.

Comment peut-on situer l'UDC dans la galaxie des droites autoritaires européennes?

Je considère que l'UDC est un parti de droite populiste, articulant une double opposition: «le peuple» contre «les élites» et la «communauté nationale» contre «les immigrés». Si elle ne conteste pas les institutions démocratiques en soi – contrairement à certaines franges de l'extrême droite – elle est opposée à leurs valeurs: pluralisme, égalité, droit des minorités, etc. Il y a ainsi une dimension non démocratique, voire antidémocratique dans les discours, avec une utilisation de la démocratie pour faire avancer certaines valeurs antidémocratiques.

La Suisse a longtemps été exclue des études comparatives sur les droites populistes européennes, du fait de la participation de l'UDC au gouvernement. De plus, le concept de la concordance a étouffé toute velléité de «cordon sanitaire» contrairement à ce qui se pratique ailleurs. Pourtant, le discours et l'agenda de l'UDC l'inscrivent pleinement dans la famille des droites populistes européennes. Mieux: à plusieurs égards, la Suisse fait figure de précurseur et de modèle: de l'iconographie politique à l'usage stratégique de la démocratie directe pour défier «les élites», le parti inspire ses voisins. En Allemagne, la coprésidente de l'AfD Alice Weidel revendique l'influence du programme de l'UDC sur le sien.

Nous devons être conscient·es du fait que le 14 juin prochain aura une résonance européenne majeure. **I**

*Article paru dans *Services Publics*, le journal du Syndicat suisse des services publics (SSP-VPOD), n° 5, 24 avril 2026. Arrangements: CO